



Qui sommes-nous ?

AL-Educ est un bulletin d'intervention politique réalisé par les militant(e)s d'Alternative Libertaire de l'Education Nationale. Syndicalistes révolutionnaires et communistes libertaires, syndiqué(e)s à Sud, CGT, FSU... nous luttons pour une alternative globale au capitalisme, pour une école émancipée des valeurs libérales et méritocratiques. Nous rejetons le rôle et la fonction de représentant(e)s de cette République qui n'a rien de sociale, d'égalitaire, de démocratique. Nous refusons le corporatisme enseignant, la déconnexion des enjeux scolaires des enjeux sociaux.

Enseignant(e)s, nous nous plaçons résolument aux côtés de la jeunesse populaire, de tous les jeunes révoltés par une école de plus en plus libérale et réactionnaire, aux côtés de celles et ceux broyés par un système éducatif dont le rôle est de reproduire la société de classes, aux côtés de tous(tes) les salarié(e)s, du public et du privé.

AL-Educ n°4 – février 2007

De Robien engage l'épreuve de force :

Assez d'attentisme, à nous d'agir !

► Ils veulent nous mettre au pas

Malgré le succès de la grève du 18 décembre dernier, le ministre et son gouvernement, poursuivent leur politique d'allongement du temps de travail, de déqualification de nos métiers, de flexibilisation de notre statut sur fond de suppressions de postes de titulaires, accroissant la charge de travail pour les enseignant-e-s et la dévalorisation du service public.

Le décret De Robien devrait être prochainement publié. Comment pourrait-il en être autrement ? Il y a trop d'enjeux à faire passer cette réforme car elle fait partie d'une politique de grignotage méthodique et systématique de nos garanties statutaires collectives.

Une politique déjà entamée avec la décentralisation des TOS, la suppression des MI-SE, l'accroissement d'un volume d'emplois atypiques (ASEN, assistants pédagogiques, AVS...) Pour le ministre et ses hauts fonctionnaires, essuyer un échec, ce serait donner un mauvais signal à tous ceux qui veulent en finir avec le service public d'éducation.

► Tous les personnels sont dans la ligne de mire

Nos statuts comme le poids des personnels enseignants titulaires sont un obstacle à une telle entreprise. La liberté et l'autonomie pédagogique des profs qui n'acceptent pas d'entrer dans le moule libéral et sécuritaire est intolérable pour ceux qui nous gouvernent. C'est en ce sens qu'il faut comprendre toutes les mesures qui visent à nous caporaliser (conseil pédagogique, partie du temps de services soumise à la décision des chefs d'établissement...).

Les résultats du CTPM du 11 janvier sont sans équivoque : suppression de 5700 postes d'enseignants dans le secondaire pour la rentrée 2007, nombre insuffisant de profs dans le primaire pour faire face à l'augmentation des effectifs.

A cette politique de casse du service public s'ajoutent des audits dits de modernisation, commandés par le ministère, rendus publics récemment :

- **Dans les Collèges et lycées** : diminution des heures d'enseignement de 20%, appauvrissement des contenus (socle commun), inégalité du droit à l'éducation (attribution de 20% des enseignements en fonction des « objectifs » et des « performances » des établissements), la concurrence entre établissements deviendrait la règle, en cohérence avec la LOLF de 2003 ;

- **Dans les lycées professionnels** : suppression de milliers de postes de profs (jusqu'à 30% !), annualisation du temps de travail, suppression de diplômes et transfert de mentions complémentaires aux entreprises, augmentation des effectifs par classe... au profit des CFA et des lycées privées ?!

- **Dans le primaire** : le projet des EPEP (établissements publics d'enseignement primaire) vise à mettre sous tutelle les écoles primaires par les collectivités territoriales, remettant en cause à terme le caractère national des écoles primaires. Décentralisation rime avec concurrence et déréglementation du service public d'éducation. Il est prévu un renforcement de la hiérarchie par la création d'un C.A. dans lequel le représentant des Collectivités territoriales aurait voix prépondérante.

L'objectif de tous ces audits est de préparer les futures réformes et de marquer un consensus selon lequel l'éducation coûte cher du fait d'une mauvaise gestion des personnels.

Tous les enseignant-e-s sont concerné-e-s. Pour ces hauts fonctionnaires formés dans les grandes écoles, le service public d'éducation doit être démantelé au grand bonheur de l'école privée et du patronat.

Les décrets et lois Fillon/de Robien s'appliquent en cette rentrée. Dans de nombreux établissements, les profs les boycottent ou traînent des pieds. Mais sans mouvement d'ensemble, l'isolement et la division l'emporteront. Il est temps de riposter !



► Unité syndicale de lutte, auto-organisation des personnels !

Il aura fallu attendre plus d'un mois pour qu'un nouvel appel à la grève soit lancée... à la veille des vacances scolaires pour 9 académies. Si nous nous réjouissons d'une grève de l'ensemble du public, nous ne pouvons nous satisfaire d'une stratégie des temps forts dans l'E.N.

De nombreux-euses militant-e-s syndicaux, des syndicats nationaux et/ou départementaux défendent cette optique. Il nous faut passer des discours à la pratique si nous ne voulons pas être défaits avant d'avoir lutté. Dans le 93, l'initiative conjointe du Snés, de la Cgt, de Sud et Cnt ont permis une grève suivie à 40% le 25 janvier dernier (seules les fédés Sud et Cnt reprenant cet appel), ce qui montre bien que de nombreux collègues sont prêts à lutter dès lors que les syndicats prennent leurs responsabilités !

Face au bulldozer libéral, il faut en finir avec un réformisme syndical d'interpellation des pouvoirs publics et des partis de gauche. Le pouvoir est toujours faible en période électorale, saisissons-nous de cette faiblesse. Ne comptons que sur notre mobilisation !

Dans les établissements, les A.G. doivent mettre en débat la cohérence des attaques actuelles et passées. Elles doivent mettre au vote des appels à la grève, élire des délégué-e-s pour construire à l'échelle de chaque département des coordinations d'établissements en lutte, faire le lien avec tous les salarié-e-s de l'Education Nationale.

Le fait que des appels à la grève montent de différents établissements, que des coordinations départementales se réunissent, soutenues et appuyées par des intersyndicales, serait un premier pas vers le développement concret de la mobilisation. Un premier pas dont le débat sur nos revendications ne doit pas être absent : s'il y a unanimité pour le retrait du décret De Robien, nous ne pouvons demeurer sur du défensif, tant le décret De Robien n'est qu'une facette de la stratégie de destruction du service public d'éducation.

► Pas de statut quo : Soyons offensifs !

La défense des garanties statutaires doit être articulée à la remise en cause de tous les contrats précaires (contractuels, vacataires) par l'exigence de leur titularisation immédiate, à la création de véritables emplois d'encadrement scolaire en lieu et place d'emplois bons à tout faire (ASEN, AVS, assistants pédagogiques...) et précaires, au retour au rôle de remplacement dévolu aux profs TZR, à la satisfaction des besoins en emplois pour un service public de qualité (recrutement massif de profs pour aller vers 15 élèves par classe).

Nous n'avons pas à avoir de complexes à avancer sur ces revendications : popularisons-les en pointant du doigt la politique de casse de l'Education Nationale qui n'a pour but que de soumettre la jeunesse en formation, futurs salarié-e-s, aux appétits du Medef. Une part croissante des parents d'élèves subissent de plein fouet les conséquences du libéralisme, interpellons-les : veulent-ils la même chose pour leurs enfants ?

Nous connaissons notre métier : nous voyons dans nos classes les effets dévastateurs de 25 ans de libéralisme et de discours démagogiques sur l'esprit d'entreprise. A nous de porter d'autres valeurs, émancipatrices et en solidarité avec l'ensemble des salarié-e-s du public et du privé. A nous de mettre en cause le capitalisme, de poser la question d'une transformation sociale radicale.

► Elections 2007 : Le changement par les luttes !

Pendant que les uns se disputent la gestion prochaine du pouvoir et la manière de faire passer la pilule dans un sens plus ou moins libéral, nous autres encaissons reculs sur reculs. Quelque soit le prochain président et sa majorité parlementaire sortis des urnes, le changement se construira par nos luttes et notre capacité à les fédérer, dès aujourd'hui !

C'est cette voie là que devraient emprunter celles et ceux qui prétendent vouloir représenter les travailleur-se-s en incarnant une ligne antilibérale plutôt que d'entretenir l'illusion d'une alternative dans le cadre d'institutions façonnées pour défendre les intérêts des puissants. Le spectacle de leurs divisions persistantes devrait nous enseigner une fois de plus que, derrière les généreux idéaux politiques affichés, ils et elles nourrissent en fait, pour la plupart, de médiocres ambitions politiciennes.

Nouvelle preuve que, décidément, les travailleur-se-s ne doivent d'abord compter que sur eux-mêmes s'ils veulent défendre leurs intérêts !

Dans l'Education Nationale comme ailleurs, l'action directe des salarié-e-s est plus que jamais à l'ordre du jour.

★ Ségo/Sarko et Carte Scolaire

Il ne sert à rien de se dire que la victoire de Royal changera la donne ! En matière de carte scolaire, Sarkozy et Royal ont déjà annoncé la couleur : sa suppression pour le premier, des zones d'excellence pour la deuxième. C'est-à-dire l'accélération de la ghettoïsation scolaire avec toutes ses conséquences : aggravation des violences scolaires, conditions de travail et d'étude déplorables, cloisonnement social des élèves... pour le plus grand bénéfice de l'école privée et des boîtes de soutien scolaire.

★ Le privé se porte bien !

Le financement de l'école privée n'est plus soulevé alors que le service public d'éducation part en miettes.

Des exemples ? L'Etat rembourse par déduction d'impôts la moitié d'une heure de cours payée à Acadomia et consorts (c'est-à-dire environ 10 euros). N'est-ce pas une subvention déguisée à ce qu'il convient d'appeler des cours de soutien qui devraient se faire dans le cadre de l'école publique avec les moyens correspondants ?

Les conseils généraux et régionaux subventionnent collèges et lycées privées, dès lors qu'ils ouvrent des sections d'enseignement professionnel.

En Poitou-Charentes, région présidée par Royal, les subventions à l'école privée vont bien au-delà des obligations légales. Parions que dans les Hauts de Seine, Sarkozy ait la même politique du chiffre pour le privé que pour ses charters d'immigrés et d'élèves sans-papiers...

Alternative Libertaire C'est aussi un journal !

Chaque mois, un point de vue libertaire sur l'actualité, les luttes en entreprises, dans la jeunesse...

Soutenez l'expression d'une gauche libertaire : disponible auprès des militant(e)s et dans les Relays des gares parisiennes, les correspondances et terminus des métros et RER et les Maisons de la presse.



Pour nous contacter ?

☐ Je souhaite prendre contact avec Alternative Libertaire ☐ Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du journal *Alternative Libertaire*

Nom : Prénom :

Adresse : Tél :

Mail : Coupon à retourner à : Alternative Libertaire, BP 295, 75921 Paris cedex 19

→ Consultez sur www.alternativelibertaire.org, les bulletins *AL-Educ*, l'expression politique d'une gauche libertaire ancrée dans les luttes ★